

Unité départementale du Rhône
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes

Villeurbanne, le 23/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SOPRANZI GALVANISATION

5 rue Eugène Hénaff
69200 VENISSIEUX

Références : UD-R-CTESSP-22--45-RP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2022 dans l'établissement SOPRANZI GALVANISATION implanté 5 rue Eugène Hénaff 69200 VENISSIEUX. L'inspection a été annoncée le 14/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOPRANZI GALVANISATION
- 5 rue Eugène Hénaff 69200 VENISSIEUX
- Code AIOT dans GUN : 0006103850
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non
- IED - MTD

La société SOPRANZI GALVANISATION est spécialisée dans le traitement de surface par application de zinc en fusion (galvanisation à chaud sur des pièces industrielles et des charpentes métalliques) et par procédé électrolytique (cataphorèse).

Le site dispose de deux lignes de traitement par galvanisation et une ligne de traitement par cataphorèse.

L'établissement est autorisé pour ces activités par l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2009 modifié. Les activités relèvent notamment de la Directive relative aux émissions industrielles (IED). A ce titre, le site est classé à autorisation pour les rubriques 3260 : traitement de surface et 3230-c : transformation des métaux ferreux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- incendie (dans le cadre d'une action nationale)
- rejet aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Mise en demeure, respect de prescription
Rejet aqueux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	-
Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	-
Installations électriques – Mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	/	-
Installations électriques – Vérification périodiques	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 21.3	/	Voir demande de l'inspection
Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I	/	Voir demande de l'inspection
Détecteurs dans zones à risques – Dimensionnement	Arrêté Préfectoral du 20/07/2019, article 23.3	/	Voir demande de l'inspection
Entretien appareil de combustion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I point 3.7	/	Voir demande de l'inspection
Moyen d'intervention incendie – Plan des locaux	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 25.3	/	Voir demande de l'inspection
Moyen d'intervention incendie – Extincteurs	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 25.3	/	
Moyen d'intervention incendie – Débit simultané	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 25.3	/	Voir demande de l'inspection
Moyens de lutte incendie – entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	
Permis de feu	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 22.4.1	/	Voir demande de l'inspection

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Garanties financière	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R516-1 5°	/	Voir demande de l'inspection
Statut seveso	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 515-86 I	/	Voir demande de l'inspection

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées.

L'exploitant devra fournir, selon les délais mentionnés dans les fiches constats du présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

Pour l'absence de rétention pour les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident, l'Inspection propose à Monsieur le préfet du Rhône, de prendre un arrêté de mise en demeure sur le respect de l'article 9 de l'arrêté Ministériel du 30/06/2006.

Pour la non conformité aux VLE des rejets aqueux de manière récurrente au cours de l'année 2021, en concentration et en flux, notamment pour le phosphate, l'Inspection propose à Monsieur le préfet du Rhône, de prendre un arrêté de mise en demeure sur le respect de l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 20/07/2009 modifié ;

L'Inspection ne propose pas à Monsieur le préfet de suite administrative pour les autres non-conformités relevées, au regard des engagements pris par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Prescription contrôlée : Les bâtiments abritant l'installation (3260) sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. ----- <i>A noter que l'arrêté Ministériel du 30/06/2006 ne précise pas la surface minimale des DEFNC à mettre en place. Les dispositions générales du code du travail, impose une surface total des sections d'évacuation et des amenées d'air frais > 1% de la superficie du locale (R. 4216-14 code du travail)</i>
Constats : L'exploitant indique que les bâtiments qui abritent les installations classées sous la rubrique 3260 disposent d'une toiture équipée d'ouverture permanente. L'inspection a constaté la présence de ces ouvertures dans le bâtiment Galvanisation.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Prescription contrôlée : Les dispositifs permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
Constats : L'exploitant indique que les bâtiments qui abritent les installations classées sous la rubrique 3260 disposent d'une toiture équipée d'ouvertures permanentes, si bien qu'il n'y a pas de commande d'ouverture des dispositifs d'évacuation. L'inspection a constaté la présence d'ouvertures permanentes en toiture dans le bâtiment Galvanisation et l'absence de commande d'ouverture.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Installations électriques – Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
Prescription contrôlée : Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.
Constats : L'exploitant indique que les rapports de vérifications des installations électriques (Q18 et Code du travail) établis par la société Apave pour 2020 et 2021 ne mentionnent pas d'absence de mise à la terre sur des installations qui devraient l'être. L'inspection constate en effet que les rapports de vérifications des installations électriques évoqués ne le mentionnent pas.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Installations électriques – Vérification périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 21.3
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.
Constats : L'exploitant a transmis avant la visite d'inspection les rapports annuels de vérification des installations électriques (Q18 et Code du travail) établis par la société Apave pour 2020 et 2021 : <ul style="list-style-type: none">- le rapport « Q18 » de 2021 mentionne 4 observations, dont une est récurrente depuis 2008 (matériel non-traité contre la corrosion) et 3 depuis 2019.- le rapport « Code du travail » mentionne 44 observations et que la fosse de l'atelier Cataphorèse n'a pas été vérifiée car son accès est dangereux. L'exploitant indique traiter au fur et à mesure les observations figurant dans les rapports de vérifications des installations électriques, en priorisant celles qu'il estime les plus importantes à lever.
Demande : L'inspection demande à l'exploitant, sous 4 mois, de réaliser les travaux nécessaires pour lever les observations mentionnées dans les deux rapports évoqués et de lui transmettre les prochains rapports de vérification des installations électriques (Q18 et Code du travail) permettant de le justifier.
Demande : L'inspection demande à l'exploitant de réaliser à partir de 2022, les vérifications annuelles des installations électriques du bâtiment Cataphorèse dont l'accès est qualifié de dangereux, et de prendre toutes les dispositions nécessaires pour sécuriser l'accès du prestataire qui réalise les vérifications des installations électriques.

Nom du point de contrôle : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
Prescription contrôlée : Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
Constats : L'exploitant indique que les cuves chauffées ne sont pas équipées de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. L'exploitant indique pour la Galvanisation : - que les fours chauffent du métal en fusion qui ne présente pas de risque d'incendie. - qu'une cuve de 40m3 contenant un produit dégraissant est équipée d'un dispositif de chauffage électrique pour maintenir le produit à 20°C. L'exploitant indique que ces dispositifs de sécurité sont inutiles à son installation dans la mesure où il n'utilise pas de produits/substances inflammables et n'identifie pas de matière combustible sur son site (hormis le gaz pour l'installation de combustion)
<u>Demande</u> : L'inspection demande à l'exploitant, sous 6 mois, pour les installations relevant de la rubrique 3260 de la nomenclature des ICPE, que les systèmes de chauffage des cuves soient équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.

Nom du point de contrôle : Détecteurs dans zones à risques – Dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2019, article 23.3
Prescription contrôlée : Conformément aux engagements dans l'étude de danger, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. La surveillance d'une zone pouvant être à l'origine des risques ne repose pas sur un seul point de détection. (...) Dans les bâtiments, un système de détection automatique incendie conforme aux référentiels en vigueur est mis en place.
Constats : L'exploitant indique que les principales zones à risque du site sont les 4 fours qui permettent de chauffer des cuves. Il précise que ces fours fonctionnent avec du gaz, et que le risque est l'explosion suivie éventuellement d'un incendie à cause du gaz. Les fours sont situés en sous-sol. L'exploitant indique que les produits chauffés ne sont ni inflammable, ni comburant, et qu'un seul produit inflammable est présent dans le bâtiment Galvanisation en quantité maximum de 1 bidon de 20 litres. L'exploitant indique que le site n'est pas équipé de salle de contrôle. <i>Bâtiment Galvanisation :</i> L'exploitant indique que les 2 "locaux", où se situent les fours sont équipés chacun de 4 détecteurs (2 de gaz, 2 de fumées). Il précise qu'en cas de déclenchement de l'un de ces détecteurs, outre le signal sonore qu'il émet, un autre signal sonore est émis dans le bâtiment dédié à l'activité de Galvanisation. L'inspection a constaté la présence des 4 détecteurs évoqués dans les 2 locaux. Lors de la visite, l'exploitant a appuyé sur le bouton test d'un détecteur de fumée situé dans le local du four du

grand bain. L'inspection a constaté le signal sonore émis par le détecteur, ainsi qu'un autre signal sonore émis dans le bâtiment dédié à l'activité de Galvanisation.

Bâtiment Cataphorèse :

L'exploitant indique que les "locaux" où se situent les fours sont équipés chacun de 2 détecteurs (1 de gaz, 1 de fumée).

L'inspection n'a pas pu constater la présence de ces détecteurs, car l'accès aux locaux des fours du bâtiment dédié à l'activité de Cataphorèse est trop dangereux.

L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer les règles utilisées pour définir le nombre de détecteurs mis en place.

L'exploitant indique que chaque brûleur des 4 fours du site :

- est muni de capteurs qui permettent de détecter des anomalies (température trop haute, trop basse, dysfonctionnement divers). Si une anomalie est détectée, un SMS est automatiquement envoyé à une liste de personne de la société, qualifiées pour intervenir ;
- dispose d'un dispositif de coupure automatique de l'alimentation en gaz s'il ne fonctionne plus ;

L'exploitant précise qu'un gardien habite sur le site et qu'il doit intervenir (levée de doute et au besoin appel des pompiers), en dehors des heures d'ouvertures, en cas de déclenchement d'une alarme sonore.

L'exploitant indique réaliser, lui même, une vérification semestrielle des détecteurs gaz et fumée. Il présente, à ce titre, un document de suivi des vérifications pour les détecteurs gaz des fours pour Galvanisation, qui couvre la période de 2016 à 2021.

L'exploitant a transmis ce document après la visite d'inspection.

L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer la norme suivie pour la vérification des détecteurs.

L'inspection constate sur ce document des dates de vérification à échéance semestrielle ; et un mode opératoire pour le contrôle : nettoyage de l'appareil pour éliminer la poussière, vérification des branchements, réalisation d'un test à l'aide d'un flacon test prévu à cet effet.

Pour les détecteurs de fumée, l'exploitant indique que le mode opératoire est un examen visuel et un test en actionnant le bouton-test pour s'assurer du déclenchement d'un signal sonore.

L'inspection estime que la procédure de vérification des détecteurs de fumée n'est pas complète dans la mesure où, entre autre, l'état de la batterie n'est pas testée, et que l'opérationnalité du capteur de fumée n'est pas testée avec de la fumée.

Demande : L'inspection demande à l'exploitant

- sous 3 mois, de lui transmettre tout document pouvant justifier du nombre suffisant de détecteurs mis en place ;
- sous 3 mois, de lui transmettre une procédure de vérification des détecteurs en précisant les normes appliquées, et de la mettre en œuvre suivant la fréquence définie par celle-ci.

Nom du point de contrôle : Entretien appareil de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I point 3.7
Prescription contrôlée : L'exploitant veille au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit. Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz fait l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui est réalisée sous la pression normale de service.
Constats : L'exploitant a transmis le rapport de vérification des installations et équipements thermique/fluide établi par la société apave en date du 29/11/2021. Il est notamment mentionné dans ce rapport : <ul style="list-style-type: none">- un avis non satisfaisant pour les brûleurs gaz du petit bain (réseau gaz non étanche, fuite localisée en aval des flexibles brûleur n°2 et 3) ;- que l'entretien périodique des brûleurs gaz est tracé dans des classeurs de maintenance, mais qu'il convient de s'assurer toutefois que cet entretien soit réalisé suivant les préconisations du fabricant. L'exploitant a indiqué après la visite d'inspection que la fuite de gaz identifiée par la société apave a été réparée.
<u>Demande :</u> L'inspection demande à l'exploitant, sous 3 mois, d'établir une procédure relative à l'entretien périodique des brûleurs gaz qui respecte les préconisations du fabricant, et de la mettre en oeuvre. <u>Demande :</u> L'inspection demande à l'exploitant, sous 1 mois, de lui transmettre le justificatif de la réparation de la fuite de gaz.

Nom du point de contrôle : Moyen d'intervention incendie – Plan des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 25.3
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose a minima : <ul style="list-style-type: none">- de plans de locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours
Constats : L'exploitant a transmis avant la visite un plan du site avec les secteurs à risques d'explosion, le plan de prévention du site, un plan des installations, un plan de localisation des extincteurs et des poteaux incendie. L'exploitant a présenté le jour de la visite un plan d'intervention affiché à l'accueil du bâtiment Galvanisation. L'exploitant a transmis après la visite un plan de localisation des vannes gaz. L'inspection constate que les localisations des stockages de produits chimiques ne sont pas représentés sur les plans, ni la localisation de bouteilles de gaz dans la zone "entretien" du bâtiment 2. L'inspection constate que la localisation des extincteurs portatifs sur le plan d'intervention n'est pas la même que sur le plan relatif à la localisation des extincteurs pour la certification N4 du site.
<u>Demande :</u> L'inspection demande à l'exploitant, sous 2 mois, de mettre à jour les plans présentés qui le nécessitent.

Nom du point de contrôle : Moyen d'intervention incendie – Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 25.3
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose a minima : <ul style="list-style-type: none">- d'extincteurs en nombre et en quantité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets
Constats : L'exploitant indique avoir augmenté en 2015 le nombre d'extincteurs présents sur site afin d'être conforme à la règle R4 pour obtenir le certificat N4. L'exploitant a envoyé avant la visite d'inspection les comptes-rendu de vérification périodiques Q4 établis par la société Desautel pour 2020 et 2021, ainsi qu'un plan du site avec la localisation des extincteurs (et des poteaux incendie). Le compte rendu de vérification périodique du 06/10/2021 mentionne que l'installation a fait l'objet d'un certificat de conformité N4 n° 6903591-001, et que l'installation présente un point de non-conformité à savoir que le nombre d'extincteurs est inférieur à la dotation déclarée sur la dernière déclaration de conformité N4 émise. L'exploitant indique avoir depuis commandé les extincteurs manquants. Il a transmis la facture de la société Desautel datée du 25/10/2021 pour la fourniture, notamment, de 2 extincteurs. L'exploitant confirme qu'il manquait seulement 2 extincteurs par rapport à la conformité N4.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Moyen d'intervention incendie – Débit simultané

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 25.3
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose a minima : De 4 appareils d'incendie (bouches, poteaux,) publics ou privés (...) d'une capacité de 350m3/h pendant 2 heures.
Constats : L'exploitant indique que l'établissement dispose de 3 poteaux incendie au droit du site, sur la voie publique, et un 4e un peu plus éloigné. L'exploitant indique que la mairie lui a indiqué que c'est l'association du lotissement qui est chargée de réaliser les mesures de débit des poteaux incendie et qu'il ne dispose pas à ce jour de la capacité de ces poteaux incendie L'exploitant indique que des essais de débits en simultané sont toutefois prévus courant février 2022.
<u>Demande</u> : L'inspection demande à l'exploitant, sous 2 mois, de justifier de la capacité de 350m3/h en lui transmettant le résultat de la mesure du débit en simultané des poteaux incendie.

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Prescription contrôlée : Ces moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : L'exploitant a produit les documents nécessaires pour justifier du respect de cette prescription (voir constat intitulé « Moyen d'intervention incendie – Extincteurs »)
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m ³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.
Constats : L'exploitant indique disposer de rétention sous les cuves des bâtiments pour la Galvanisation et la Cataphorèse et que les produits stockés en bidon / fût / GRV sont placés sur rétention, ce qu'a pu constater l'inspection lors de la visite. Par contre, l'exploitant indique ne pas disposer de rétention pour les eaux incendie.
Mise en demeure (proposition au préfet) : L'inspection demande à l'exploitant, sous 6 mois, que l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction puissent être collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent.

Nom du point de contrôle : Permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 22.4.1

Prescription contrôlée :

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis d'intervention et éventuellement d'un permis de feu et en respectant une consigne particulière

(...) lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis le permis d'intervention et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure

Constats :

L'exploitant a transmis avant la visite un permis au feu accordé le 20/12/2021, accompagné du plan de prévention de l'exploitant, signé par l'entreprise extérieure qui a réalisé les travaux.

L'inspection constate qu'il n'est pas mentionné sur le permis de feu la vérification des installations par l'exploitant après la réalisation des travaux (heure / agent) ; l'exploitant n'est donc pas en mesure de prouver qu'il réalise les vérifications exigées

Demande : L'inspection demande à l'exploitant, à partir des prochains permis de feu délivrés, de faire figurer sur ces documents le nom de l'agent, sa signature, la date et l'heure de la vérification des installations après la réalisation des travaux en précisant les installations vérifiées.

Nom du point de contrôle : Rejet aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20 / Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, annexe 3 modifié par arrêté Préfectoral complémentaire du 18/05/2016

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions précédentes, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé : cf. tableaux figurant aux articles cités

Constats :

L'exploitant indique que les seuls rejets du processus industriel proviennent de la chaîne de cataphorèse dont les effluents produits sont d'abord traités sur une station de traitement interne avant rejet au réseau public.

L'exploitant a transmis les rapports d'analyses des rejets issus de la chaîne de cataphorèse de mai / octobre / novembre 2021, réalisés par la société CTC.

L'inspection constate des dépassements des VLE sur plusieurs paramètres (MES en octobre / novembre 2021; nitrites en octobre 2021 ; fer en octobre 2021 ; orthophosphate mai / octobre / novembre 2021). Pour le phosphate les concentrations sont supérieures à 2 VLE.

L'inspection constate que l'application GIDAF est renseignée et que les dépassements des valeurs limites d'émission (VLE) sont commentés.

Par contre l'inspection constate que les concentrations des paramètres figurant dans les rapports transmis ne sont pas les mêmes que celles figurant dans l'application GIDAF.

L'inspection constate dans l'application GIDAF que la VLE du paramètre phosphate a régulièrement été dépassée en 2021.

Par ailleurs, l'inspection indique à l'exploitant que l'arrêté ministériel RSDE du 24/08/17 a modifié dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des ICPE. Cet arrêté a fait évoluer la réglementation nationale applicable aux ICPE en matière de surveillance et de valeurs limites d'émission des substances dangereuses dans l'eau.

Ainsi, cet arrêté ministériel a modifié l'arrêté du 30/06/2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 (devenu en 2019 applicable aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3260).

Ce texte modifie notamment les dispositions relatives à la surveillance réalisée par l'exploitant pour ses rejets dans l'eau avec une mise en application à partir du 01/01/18.

.

Mise en demeure (proposée au préfet) : L'inspection demande à l'exploitant, sous 3 mois, de mettre en œuvre des actions correctives pour respecter durablement la valeur limite d'émission des substances réglementées, et notamment du phosphate; d'adresser à l'inspection les 3 prochains rapports d'analyses des eaux de process.

Demande : L'inspection demande à l'exploitant, sous 2 mois, d'expliquer les différences entre les données figurant dans les rapports de CTC et dans l'application GIDAF.

Demande : L'inspection demande à l'exploitant, sous 3 mois, de se positionner par rapport à la surveillance des eaux à mettre en place conformément à l'arrêté RSDE du 24/08/17 (repris dans l'arrêté du 30/06/06 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260). Des éléments d'information seront fournis à ce sujet par l'inspection, par courrier et mail, notamment le tableau de positionnement à remplir.

Nom du point de contrôle : Garanties financière

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R516-1 5°
Prescription contrôlée : Les installations existantes mentionnées au 5° de l'article R. 516-1 sont mises en conformité avec les obligations de garanties financières prévues à l'article L. 516-1, dans un délai maximum de six ans
Constats : L'inspection constate que la dernière actualisation du montant des garantie financière date de 2014.
<u>Demande :</u> L'inspection demande à l'exploitant, sous 3 mois, d'actualiser le montant de ses garanties financières.

Nom du point de contrôle : Statut seveso

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 515-86 I
Prescription contrôlée : I. - A l'issue de la procédure prévue au II de l'article L. 515-32, l'exploitant informe le préfet du résultat de ce recensement. A compter du 31 décembre 2015, ce recensement est effectué tous les quatre ans, au 31 décembre. (article L. 515-32 : I. – La présente section s'applique aux installations, dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat, dans lesquelles des substances, préparations ou mélanges dangereux sont présents dans des quantités telles qu'ils peuvent être à l'origine d'accidents majeurs. II. – L'exploitant procède au recensement régulier des substances, préparations ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans ses installations et le tient à jour. III – L'information du préfet prévue à l'article L. 513-1 comporte également les informations relatives au recensement des substances, préparations ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents sur le site.
Constats : L'inspection constate que la dernière actualisation du statut seveso de l'établissement date de plus de 3 ans.
<u>Demande :</u> L'inspection demande à l'exploitant, sous 3 mois, d'actualiser le calcul de son statut seveso.